

DEPARTEMENT DE LA REUNION



Ville de passion!

COMMUNE DE SAINT-LOUIS

REPUBLIQUE FRANCAISE



Liberté - Egalité - Fraternité

LA MAIRE DE LA COMMUNE DE SAINT-LOUIS

ARRÊTE N° 779 /PRM/DAJ/DA/MT/2023

Vu la loi n° 82-213 du 02 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,
 Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2213-1 et suivants relatifs aux pouvoirs de police du Maire,
 Vu le Code Pénal et notamment l'article R 610-5,
 Vu le Code de la Route,
 Vu l'instruction ministérielle sur la signalisation routière (Livre 1 – Huitième partie – Signalisation Temporaire) approuvée par arrêté interministériel du 06 novembre 1992,
 Vu l'article L511-1 du code de la Sécurité Intérieure,
 Vu la demande de la SARL ETPE reçue le vingt-trois août deux mille vingt-trois,
 Vu l'avis de l'Unité Territoriales Routière Sud reçu le vingt-trois août deux mille vingt-trois
 Vu l'avis n° 462/2023 du trente août deux mille vingt-trois de la police municipale,
 Vu l'avis n° 309 /2023 du 06 / 09 / 2023 de la Direction Générale des Services Techniques,

Considérant que pour éviter tout accident lors des travaux de réfection définitive sur la Route Hubert Delisle, il y a lieu de réglementer la circulation,

ARRETE

- Art. 1.** - La circulation se fait sur demi chaussée sur la Route Hubert Delisle au droit du n° 42.
- Art. 2.** - Les dispositions du présent arrêté sont effectives du lundi quatre septembre deux mille vingt-trois au vendredi treize octobre deux mille vingt-trois de huit heures trente minutes à quinze heures trente minutes.
- Art. 3.** - La signalisation réglementaire est mise en place par la SARL ETPE.
- Art. 4.** - La réfection du domaine public routier est effectuée par la SARL ETPE après les travaux.
- Art. 5.** - Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont constatées par procès-verbal.
- Art. 6.** - Mme La Directrice Générale des Services de la ville de Saint-Louis, Monsieur le Commandant de Brigade de Gendarmerie de Saint-Louis, Monsieur le Directeur de la Police Municipale sont, chacun en ce qui le concerne, chargés de l'exécution du présent arrêté.
- Art. 7.** - Ampliation du présent arrêté est adressée à la Brigade Territoriale de Proximité de Gendarmerie de Saint-Louis, à la Police Municipale, au Centre de Secours de Saint-Louis, à la SEMITTEL, à la Société des Transports MOOLAND, à la SARL ETPE.

Fait à Saint-Louis, le 06 SEP. 2023
 Pour la Maire et par délégation,
 Le Directeur Général des Services Techniques

M. Laurent ROBERT
 LA MAIRE

Copie à :

- Gendarmerie de Saint-Louis
- Police Municipale
- Centre de secours de Saint-Louis
- C.I.V.I.S
- Semittel
- Transports MOOLAND
- Régie route
- Service communication
- SARL ETPE

LA MAIRE

Certifié sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.
 Informe que le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification :
 - d'un recours administratif (recours gracieux auprès du Maire). L'absence de réponse de l'administration pendant un délai deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut être contestée devant le tribunal administratif de Saint-Denis de la Réunion
 - d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Saint-Denis de la Réunion qui peut être assorti d'un recours en référé prévu par l'article L521-2 du code de justice administrative